

## *Congrès AFSP Toulouse 2007*

### **Table ronde 2**

### **"Comment concevoir et saisir les temporalités du vote ? Pour une approche longitudinale de la décision électorale"**

#### *Session 1*

**JADOT Anne (MCF en Science Politique, Université Nancy 2 / IRENEE)  
[anne.jadot@sciences-po.org](mailto:anne.jadot@sciences-po.org)**

**Les attitudes des citoyens vis-à-vis de l'acte de vote et des élections. Une approche  
qualitative comparée France / Angleterre**

**(VERSION PROVISOIRE, NE PAS CITER SVP)**

Cette communication, qui s'appuie sur une thèse de doctorat<sup>1</sup>, se place dans la perspective du temps long de la socialisation des citoyens à l'acte de vote et aux différentes élections auxquelles ils sont invités à participer. Le terrain qualitatif qui fonde les résultats empiriques présentés a été mené de manière comparée en France et en Angleterre dans les années 1990. Il a permis de montrer comment les caractéristiques individuelles mais aussi le contexte systémique et culturel influencent ce que j'appelle les « dispositions électorales » des citoyens, c'est-à-dire leur rapport de long terme au processus électoral. La recherche a notamment montré que cette attitude latente comporte en fait deux dimensions distinctes :

- d'une part, le « (dés)investissement participatif », c'est-à-dire la valeur plus ou moins importante accordée au principe même de la participation électorale, ce qui donne lieu à des discours assez contrastés entre les deux pays étudiés, en mettant l'accent plutôt sur la symbolique du vote en général ou sur l'utilité d'un bulletin de vote individuel ;
- d'autre part, les « affinités électives », c'est-à-dire le regard porté sur les différents scrutins, qui peut être différencié (en fonction de leur niveau géographique ou de leur caractère plus ou moins personnalisé *vs.* partisan) ou, au contraire, appliquer à toutes les élections le même point de vue (selon la vision du lien représentatif entre citoyens et élus). Il est à noter que, si les types identifiés sont plus ou moins fréquents en France et en Angleterre, la structuration de la typologie des affinités électives qui a été établie est commune aux deux pays, et c'est ce que nous expliquerons ici, plutôt que de présenter en détail chaque type et les caractéristiques socio-politiques individuelles qui lui sont associées.

Pour rendre patent le lien avec l'approche longitudinale de la décision électorale (en l'occurrence, celle de voter ou bien de s'abstenir) développée dans la table ronde, je montrerai pour terminer comment l'interaction de ces deux dimensions des dispositions électorales, en se renforçant ou en se compensant, conduit les citoyens à voter plus ou moins régulièrement, depuis la non-inscription jusqu'au vote constant en passant par tout un dégradé de participation intermittente. Mais ceci n'est pas un mécanisme déterministe absolu, dans la mesure où ces prédispositions de long terme à (ne pas) voter peuvent être influencées par des

---

<sup>1</sup> « *Le rapport des citoyens aux différents types d'élections en France et en Angleterre. Contribution à une sociologie compréhensive de la participation électorale* », soutenue le 10 janvier 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

facteurs de plus court terme, qui dé- ou sur-mobilisent l'électorat. Sur ce point, quelques données d'enquêtes relatives aux élections présidentielles françaises de 2002 et 2007 valident de façon intéressante les mécanismes identifiés grâce au matériau qualitatif approfondi.

Avant de poser ces trois résultats importants, dans un premier point je résume l'approche théorique qui a présidé à cette recherche, avec la volonté d'une approche compréhensive de la socialisation de long terme des citoyens au processus électoral, et présente brièvement le corpus empirique utilisé pour l'analyse qualitative.

### ***La socialisation de long terme des citoyens au processus électoral : une approche qualitative comparée***

*Pour une approche « par le bas » et compréhensive de ce que pensent les citoyens des élections*

Le questionnement de la recherche a porté sur le rapport des citoyens aux différents types d'élection auxquels ils sont invités à participer, depuis les scrutins locaux jusqu'à l'élection du Parlement européen pour appréhender l'impact de ces perceptions sur leurs itinéraires de (non) vote. La participation électorale a déjà été fructueusement envisagée par la science politique française sous l'angle des « chemins de l'abstention ». Les données existantes, fondées notamment sur l'analyse des listes d'émargement, documentent bien les variations de la participation selon la nature des consultations, voire selon le tour de scrutin. Surtout, elles montrent que seule une faible minorité des électeurs inscrits ne vote jamais, tandis que la participation intermittente concerne de plus en plus d'électeurs potentiels, même si une minorité non négligeable continue de voter systématiquement, le tout avec des clivages marqués selon l'âge mais aussi le bagage social. Ces résultats sont convergents avec les « enquêtes participation » de l'INSEE. Mais ce type de matériau ne permet que de poser des hypothèses sur ce que pensent les électeurs des différents scrutins.

Par ailleurs, plusieurs études de sociologie électorale, dont la théorie des élections « de second ordre » ou le modèle des élections « intermédiaires », ont proposé des interprétations des élections en fonction précisément de la nature des scrutins, en s'appuyant à la fois sur le niveau de participation et sur la répartition des suffrages. Mais ces recherches présument le plus souvent qu'il existe une "hiérarchie" des élections, où les consultations dans lesquelles le pouvoir national est directement en jeu seraient plus importantes que les autres, et que cette vision prévaudrait pour tous les électeurs potentiels. Dans cette optique, les autres élections seraient plus ou moins directement influencées par la situation du moment dans l'arène politique nationale et les votes qui s'y expriment seraient à interpréter en fonction des préférences partisans nationales et de la place du scrutin dans un cycle électoral national.

Par contraste, dans la recherche doctorale sur laquelle cette communication s'appuie, le rapport des citoyens aux différents scrutins n'était pas postulé : il a fait l'objet d'une exploration empirique, sans présupposer que les perceptions des différentes élections sont uniformes, ni d'ailleurs forcément organisées de façon hiérarchique. L'hypothèse était simplement qu'il existe chez les citoyens des attitudes latentes et structurées à l'égard des différents scrutins, que j'ai appelées « dispositions électorales », dont on peut analyser la structuration et l'influence sur la propension à (ne pas) voter. La participation électorale y était donc abordée de façon à la fois compréhensive, en intégrant la nature des élections et

leur perception par les citoyens, et longitudinale, en saisissant la signification de la participation et de l'abstention dans des itinéraires individuels.

La recherche a été menée de manière comparée en France et en Angleterre pour cerner l'impact de facteurs systémiques tels que la gamme des élections propre à chaque pays, les règles électorales appliquées aux différents scrutins, la personnalisation des campagnes et des mandats électifs mais aussi l'histoire du suffrage universel ou l'encadrement matériel de l'acte de vote. Il ne s'agissait pas de mener une étude comparative *stricto sensu*, qui aurait visé à conclure sur les ressemblances et différences entre ces deux pays, mais de faire varier le contexte systémique influençant les dispositions électorales individuelles. De fait, cela a permis d'appréhender des critères qui auraient été invariants à l'échelle d'un seul pays dans le cadre d'une étude contemporaine. Car l'autre grand choix a été d'explorer les dispositions électorales de façon qualitative, grâce à des entretiens approfondis (avec une deuxième partie tâchant de généraliser ces résultats compréhensifs par des analyses quantitatives, grâce à des données de sondages plutôt que des données agrégées pour rester au niveau individuel). Or la volonté de recueillir et d'analyser la parole des citoyens sur les différentes élections auxquelles ils sont appelés à participer impliquait des terrains empiriques contemporains à la thèse plutôt qu'une étude socio-historique. Une étude comparée offrait donc une variation systémique, à l'instar d'une étude diachronique qui aurait été réalisée dans un seul pays.

#### *Présentation du matériau empirique disponible en France et en Angleterre*

Pour chaque pays, le corpus qualitatif comprend, d'une part, des données recueillies par d'autres chercheurs sur lesquelles des analyses secondaires ont été menées et, d'autre part, du matériau original. J'ai en effet eu la possibilité d'avoir accès à des entretiens menés en France en 1992 pour Françoise Subileau et en Angleterre en 1997 pour le SPCR, portant respectivement sur la participation électorale et sur les itinéraires de vote. Cela a été complété par des entretiens personnels collectés à l'occasion de consultations « non nationales principales » en 1998 en France et en 1999 en Angleterre, portant plus directement sur les perceptions citoyennes de la gamme des élections. En tout, ont ainsi été analysées quatre vagues d'entretiens semi-directifs avec plus de quarante personnes dans chaque pays. Cette approche a permis de saisir "l'épaisseur" sociologique et les trajectoires des individus (à travers la socialisation politique, l'âge et la génération, la densité des liens sociaux ou l'ancrage territorial) ainsi que l'influence que celles-ci peuvent avoir sur les perceptions des différentes élections. Il est donc possible de révéler la structuration des dispositions électorales mais aussi, dans certains cas, de comprendre des évolutions de leurs attitudes à l'égard du processus électoral, évolutions que l'on peut rapporter aux parcours biographiques des individus.

L'analyse inductive de ce matériau qualitatif a donc permis de montrer que les « dispositions électorales » des citoyens s'avèrent comprendre deux dimensions distinctes : d'une part, la valeur accordée à l'acte de vote ; d'autre part, le rapport aux différents scrutins.

#### ***Le « (dés)investissement participatif » ou la valeur accordée à l'acte de vote : contrastes des discours en France et en Angleterre***

La valeur accordée par les citoyens à la participation électorale a fait l'objet d'une grille de lecture de leur « (dés)investissement participatif ». Cette valeur peut s'attacher sur un plan symbolique au geste électoral en lui-même. Cela se traduit par des discours en termes notamment de vote-devoir, de vote-droit ou bien de principe d'expression à travers le vote,

qui peuvent avoir une portée générale ou être modulés selon la nature de l'élection. Alternativement, cette valeur peut être placée sur un plan plus utilitariste et concerner un bulletin de vote individuel, ce qui conduit le plus souvent à dévaloriser le vote au motif du poids dérisoire d'une seule voix, de l'inutilité perçue du résultat, voire du « coût » de la participation. Un tel raisonnement peut sembler se rapprocher de la conception développée par l'école des choix rationnels mais la façon dont il est exprimé par les citoyens eux-mêmes montre qu'il n'y a pas forcément un "calcul" à l'œuvre. A propos de la valeur *du* vote et *d'un* vote, les différences entre les discours recueillis en France et en Angleterre sont importantes. C'est cet angle qui sera développé dans ce premier résultat empirique, plutôt que détailler les différences infra-nationales entre les individus, selon leur politisation ou leur âge en particulier. On peut notamment renvoyer ces discours contrastés à l'histoire de la conquête ou de l'élargissement progressif du droit de suffrage dans les deux pays, au poids de la socialisation à la politique avec l'instruction civique, dans une culture mais aussi une époque données. Jouent également la règle électorale et l'encadrement matériel et symbolique du geste électoral dans les bureaux de vote. C'est tout cela qui influence la socialisation de long terme au principe de la participation électorale même si, évidemment, des caractéristiques personnelles vont également varier l'importance du (dés)investissement participatif entre les citoyens au sein de chaque pays.

### ***Les « affinités électives » ou le rapport aux différents scrutins : une structuration commune des attitudes en France et en Angleterre***

Les citoyens peuvent développer des visions unifiées ou différenciées de la gamme des élections auxquelles ils sont appelés à participer, ce que j'appelle les « affinités électives ». Ces visions ont fait l'objet d'une typologie laquelle, à une exception près, est commune aux deux pays étudiés, même s'il y a évidemment des types qui sont plus ou moins fréquents en France et en Angleterre. Cela est lié au fait que les caractéristiques objectives des scrutins ou des instances qu'il s'agit de désigner, qui sont très diverses entre les deux gammes électorales et les deux systèmes politiques, n'influencent pas directement les perceptions des citoyens. En fait, le plus souvent c'est la vision du lien qui unit les représentés et les représentants qui influence le rapport des citoyens aux élections. Et cette vision du mécanisme représentatif se structure de la même façon, parfois dans les mêmes termes, dans les deux pays. C'est donc indirectement seulement que jouent les caractéristiques objectives des élections (règle électorale, circonscription en jeu, durée des mandats, pouvoirs des élus), selon qu'elles induisent une plus ou moins grande personnalisation des postes électifs, une éventuelle proximité entre élus et électeurs, y compris hors période électorale, ou selon qu'elles mettent en jeu tel ou tel niveau territorial, avec un plus ou moins grand éloignement géographique. C'est pour cela que jouent beaucoup le rapport affectif et évaluatif des individus au politique plutôt que leur rapport cognitif à la politique. Mais, dans ce point, plutôt que de présenter en détail chaque type identifié et les caractéristiques socio-politiques qui semblent le marquer (étant de surcroît consciente de toutes les limites d'une analyse qualitative quant à la généralisation à partir d'un tel échantillon diversifié et non représentatif), j'expliquerai surtout la logique de structuration de ces attitudes. Le résultat fondamental est que, contrairement aux idées qui prévalent dans la littérature, tous les citoyens ne développent pas forcément une vision différenciée des élections, qu'une telle vision différenciée ne repose pas forcément sur la distinction entre élections locales et nationales et qu'elle n'implique pas non plus forcément une préférence marquée pour les unes ou les autres.

***Ensemble, ces deux dimensions des « dispositions électorales » influencent la propension à voter plus ou moins régulièrement***

Quel est le lien entre, d'une part, les attitudes des citoyens à l'égard de la participation électorale et des différents scrutins et, d'autre part, leurs comportements effectifs de participation ou d'abstention envisagés de façon longitudinale comme des itinéraires de (non) vote ? Cette question est bien au cœur de la thématique de la table ronde puisqu'elle interroge l'influence de la socialisation de long terme au processus électoral sur les décisions qui sont prises, en l'occurrence celles de voter ou de s'abstenir. Je montrerai que les deux dimensions distinctes de l'attitude latente « dispositions électorales » influencent ensemble les itinéraires de participation, en fonction de leur interaction : à partir de quelques exemples individuels, quelques « cas » approfondis, je montrerai comment le (dés)investissement participatif et les affinités électives peuvent se renforcer ou, au contraire, se compenser. Il faut donc prendre en compte ces deux dimensions pour comprendre les parcours de participation, depuis la non-inscription jusqu'au vote constant en passant par des intermittences du vote dont certaines s'expliquent seulement par la nature des consultations.

Pour conclure, et valider l'approche en trois temps développée par les différentes sessions de la table ronde, je pointerai que des facteurs de court terme peuvent induire une (dé)mobilisation par rapport à la propension de long terme à (ne pas) voter à tel ou tel scrutin. Le schéma attitudes latentes / comportements qui a été mis à jour n'est donc pas absolument déterministe. Il s'agit de prédispositions à voter ou s'abstenir qui sont ensuite actualisées lors de chaque élection, en fonction aussi de facteurs de court terme, notamment liés au contexte. Pour généraliser ces résultats qualitatifs, il est possible de s'appuyer sur les cas des élections présidentielles françaises de 2002 et de 2007. Grâce à des données individuelles recueillies par sondage auprès d'échantillons représentatifs des électeurs inscrits, notamment grâce à leurs réponses à des questions ouvertes et sur leur participation habituelle, il est possible de mettre en évidence à la fois la forte structuration sociologique et politique d'une propension de long terme à voter ou s'abstenir et l'influence du contexte immédiat de l'élection sur sa traduction - ou pas - en acte.